

Le Burkina Faso organise les assises nationales de la coopération décentralisée du 5 au 7 octobre 2017 à Ouagadougou (lire page 3).

À cette occasion, RESACOOOP donne la parole à des acteurs d'Auvergne-Rhône-Alpes investis dans des partenariats de longue durée avec ce pays.

Un nouvel élan pour la coopération avec le Burkina Faso

ÉDITO

Au lendemain de l'indépendance du Burkina-Faso en 1960, Ouagadougou, capitale de 100 000 habitants à l'époque, fut l'une de ces villes du monde qui fit le pari de l'ouverture et de l'international pour construire son développement. En 1967, il y a 50 ans, Ouaga se jumela avec la ville de Loudun, en France, écrivant ainsi les premiers mots de l'histoire de la coopération décentralisée entre le Burkina Faso et la France. Comme ma commune de Limonest, qui depuis plus de 30 ans soutient des actions concrètes de développement à Boura, nos collectivités territoriales sont devenues des acteurs incontournables des politiques de développement local.

La Métropole de Lyon s'est engagée, quant à elle, en 1994 dans une coopération technique avec Ouagadougou. L'époque était celle de la mise en œuvre de la décentralisation, avec les premières élections municipales en février 1995. L'appui à la gouvernance locale fut alors le fil conducteur des actions de coopération développées entre Lyon et Ouaga, avec le soutien technique et financier du ministère français de la coopération.

Après presque 25 ans de coopération, ce partenariat n'a cessé de se développer et de s'enrichir avec l'implication de nombreux acteurs de nos territoires. Il constitue aujourd'hui, pour la Métropole de Lyon, un modèle de coopération, participant au renforcement de l'administration communale de Ouagadougou, par des échanges d'expérience sur les métiers de la gestion urbaine. La récente signature d'une convention de financement, en avril 2017 par l'Agence française de développement et la commune de Ouagadougou d'un montant de 80 millions d'euros pour son futur programme de développement urbain est un signe qui ne trompe pas. C'est la reconnaissance à la fois des compétences de la ville de Ouagadougou et de la capacité de ses services municipaux à piloter en direct des projets urbains de cette envergure. Aujourd'hui, la Ville de Ouagadougou est devenue un partenaire « crédible » aux yeux des bailleurs de fonds et nous osons penser que la coopération décentralisée de Lyon est pour quelque chose dans cette stratégie d'appui à la gouvernance locale. ■

Max Vincent
Conseiller délégué à la coopération décentralisée à la Métropole de Lyon,
Maire de Limonest

Plus d'informations sur la coopération entre Métropole de Lyon et Ouagadougou sur www.resacoop.org

PAROLES D'ACTEURS

L'adaptation des pratiques liées au nouveau contexte sécuritaire

Depuis 1991, l'action de coopération décentralisée menée par les villes de Chambéry et Ouahigouya (Burkina Faso) cherche à rapprocher les habitants des deux cités en menant une dizaine de projets répondant aux besoins des populations. Les dernières années de cette coopération ont été marquées, au Burkina Faso, par de nombreux troubles institutionnels couplés à un contexte sécuritaire dégradé. L'occasion de s'interroger sur l'évolution de ce partenariat historique pour la ville de Chambéry.

Chambéry s'apprête à célébrer la X^{ème} édition du festival Lafi Bala du 30 juin au 2 juillet (lire page 6) avec au programme concerts, cinéma, arts de la rue, arts de la parole, reconstitution d'une place de village...

Si cette édition anniversaire s'annonce festive, elle n'en sera pas moins l'occasion de revenir sur les changements qu'a récemment connus le Burkina Faso. Coup d'État, gouvernement de transition, élections présidentielle et législatives : les dernières années ont été politiquement mouvementées. Mais ces chamboulements institutionnels n'ont finalement pas impacté la relation entre les deux villes, contrairement à d'autres coopérations. En effet, le président de la délégation spéciale nommé à Ouahigouya pendant la période de transition a continué la lignée du programme de coopération.

C'est plutôt l'évolution du contexte sécuritaire à Ouahigouya qui touche le partenariat entre les deux villes. Depuis maintenant plus de 3 ans, les projets d'échanges Nord/Sud entre jeunes des deux territoires sont suspendus et les missions d'échanges d'expériences et d'expertise du personnel hospitalier, des élus et des fonctionnaires territoriaux sont devenues complexes à organiser. En cause ? La menace terroriste signalée dans la zone qui empêche la tenue des 8 à 10 missions annuelles de moyennes durées.

Face à cette situation, les élus des deux collectivités, en cohérence avec les services de l'ambassade de France

au Burkina Faso, ont décidé de mettre en place de nouvelles pratiques pour maintenir le dynamisme nécessaire à cette coopération décentralisée. En premier lieu, il a été décidé de favoriser les missions d'échanges Sud/Nord. Dans un second temps, lorsque les missions Nord/Sud sont nécessaires et possibles, les équipes restent moins longtemps à Ouahigouya que précédemment. Ainsi de nombreuses réunions de suivi ont lieu à Ouagadougou, la capitale, en présence des acteurs afin de limiter la durée du séjour à Ouahigouya aux simples visites de terrain. Désormais, de nombreuses réunions techniques ou politiques se font par vidéo conférence afin de limiter au maximum les déplacements.

Lorsque les missions s'avèrent indispensables à la mise en place des actions de coopération, il est nécessaire d'adapter les budgets de fonctionnement et le coût des missions en y intégrant les frais de sécurité des personnels et élus par les forces de l'ordre burkinabè. Si cette situation n'est ni souhaitable ni durable, elle nous amène à adapter nos pratiques pour faire face à l'évolution du contexte chez notre partenaire et ainsi de maintenir une coopération qui n'a de sens qu'en faisant vivre des échanges entre les deux territoires.

Davina Derain
Coordinatrice coopération
Chambéry - Ouahigouya
www.chambery-ouahigouya.com

AU PLAN RÉGIONAL

Ville de Crolles

Coopération avec Zapatoca en Colombie

En novembre 2016, les Villes de Crolles et Zapatoca ont signé un accord de coopération triennal avec comme opérateurs techniques les associations Tétraktys et l'École de la Paix. Soutenu par le Ministère des Affaires Étrangères et du Développement International (MAEDI) dans le cadre de l'appel à projet Jeunesse II, ce programme met en place des actions pilotes dans les domaines du tourisme durable et de l'éducation à la paix. Les deux territoires qui partagent des similitudes en termes de dynamiques et de reliefs, ont retenu trois axes de travail : « échanges institutionnels », « développement local /écotourisme » et « éducation à la citoyenneté mondiale ».

Cette coopération prévoit, entre-autres, des échanges d'expériences dans la mise en œuvre des politiques publiques, l'accueil d'une délégation colombienne lors du mois de la Colombie à Grenoble prévu en octobre 2017, le voyage d'une classe de jeunes de la Maison Familiale Rurale de Crolles à Zapatoca et le recrutement croisé de deux services civiques internationaux. Un accompagnement pour la structuration de l'offre touristique de randonnée pédestre et souterraine de Zapatoca est également prévu. ■

Plus d'informations sur www.ville-crolles.fr, www.tetraktys-association.org et www.ecoledelapaix.org



Conseil départemental de Savoie

Coopération en Haïti, en Roumanie et au Sénégal

Le Département de Savoie et ses trois partenaires de coopération (Arges en Roumanie, Dessalines en Haïti et Bignona au Sénégal) ont initié Animaterre Jeunesse depuis 2012. Cette démarche éducative vise à renforcer les politiques « jeunesse » des quatre territoires pour améliorer la place sociale des jeunes et

favoriser leur insertion socio-professionnelle. AnimaTerre permet d'une part aux trois territoires de développer une offre de formation conçue par et pour les jeunes. D'autre part, elle favorise l'ouverture interculturelle et l'expérience internationale via des séjours d'étude ou des stages pratiques à l'étranger. En 2017, plus d'une centaine de jeunes seront formés à l'animation, la mise en place d'activité socio-éducative et l'accompagnement de projets jeunes. Une cinquantaine de jeunes seront quant à eux concernés par une mobilité dans le cadre de leur stage. ■

Plus d'informations sur www.paysdesavoiesolidaires.org

Ville de Grenoble

Coopération avec Ouagadougou au Burkina Faso

Fin 2016, la Ville de Grenoble a été lauréate de l'appel à projet Jeunesse II lancé par le Ministère des affaires étrangères et du développement des affaires internationales. Le projet primé se déroule jusqu'en mars 2018 et a deux objectifs : renforcer l'éducation à la citoyenneté mondiale à Grenoble et favoriser la formation professionnelle et l'employabilité des jeunes dans le domaine de l'énergie solaire à Ouagadougou.

Un volontaire de solidarité internationale (VSI) est actuellement présent au Lycée professionnel régional du Centre basé à Ouagadougou. Sa mission est de renforcer la coordination des actions déjà menées lors d'un programme précédent (formation des enseignants, chantiers-école d'installations photovoltaïques, renforcement de l'insertion professionnelle des jeunes...). En parallèle, un service civique burkinabè est présent à Grenoble notamment pour réaliser des animations scolaires et périscolaires sur les modes de vie au Burkina Faso. Ce projet est mené en partenariat avec la Fondation Schneider Electric qui est associée depuis plusieurs années à la Ville de Grenoble dans le cadre de sa coopération avec Ouagadougou. Objectif : faciliter les initiatives visant à permettre l'accès à l'énergie au plus grand nombre. ■

Plus d'informations sur www.grenoble.fr

Ville de Chambéry

Coopération avec Ouahigouya au Burkina Faso

Une délégation composée des salariés et d'un représentant du bureau de l'association Chambéry Ouahigouya s'est rendue en mission au Burkina Faso du 25 février au 5 mars derniers. Cette mission avait plusieurs objectifs : valider la procédure de sélection des artisans au Festival Lafi Bala 2017 (lire notre rubrique Agenda page 6) et se pencher sur les actions du programme de coopération décentralisée 2017-2018. Trois journées de travail ont permis de regrouper tous les chefs de services de la commune de Ouahigouya afin de travailler sur les projets proposés par ces derniers. Le but était de s'entendre sur les objectifs et les activités de chaque action du programme mais également sur la répartition des financements. Le programme de coopération 2017-2018 sera finalisé au début du mai 2017 ainsi que l'ensemble des documents associés (manuel de procédures, convention, contrat de prestations etc.). ■

Plus d'informations sur www.chambery-ouahigouya.com

Région Auvergne-Rhône-Alpes

Coopération avec la Région des Hauts-Bassins au Burkina Faso

Dans le cadre de sa coopération avec la Région des Hauts-Bassins, la Région Auvergne-Rhône-Alpes est engagée dans un projet d'équipement en panneaux photovoltaïques de différents bâtiments publics (écoles, Hôtel de Région...) au Burkina Faso. En mars dernier, le conseil régional a ainsi accueilli une délégation burkinabè composée du secrétaire général au conseil régional des Hauts-Bassins, du président de la commission environnement et développement local de la Région et d'un représentant de l'Agence régionale de développement des Hauts-Bassins. Cette venue comprenait notamment la visite à Lyon du salon « Be Positive » sur la performance énergétique et environnementale et la découverte d'une centrale villageoise photovoltaïque situées aux Haies dans le Pilat. ■

Plus d'informations sur www.auvergnerhonealpes.fr

NATIONAL

Agence française de développement (AFD)

Banque de développement et opérateur du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, l'AFD finance des projets pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du « Sud ». Depuis 2016, l'Agence s'est lancée dans un tour de France des régions afin de rencontrer les collectivités territoriales, les acteurs économiques et les associations de solidarité internationale investis dans les pays du « Sud ». L'objectif pour l'Agence est de mieux se faire connaître et d'échanger sur les besoins des différents acteurs du développement. Dans ce cadre, l'Agence a été accueillie par le conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes le 13 avril dernier, lequel avait organisé des séances de travail avec les différents types d'acteurs régionaux investis ou souhaitant s'investir dans les pays dits en développement : ONG, collectivités territoriales, étudiants et entreprises. En parallèle de ces visites, l'AFD lance actuellement une réflexion sur son cadre d'intervention transversale en faveur des organisations de la société civile. Le GIP RESACOOOP est associé à ce travail et participe notamment au groupe sur l'approche territoriale de la coopération internationale et les dynamiques multi acteurs. ■

Pour en savoir plus sur l'AFD : www.afd.fr

INTERNATIONAL

Burkina Faso

Assises nationales de la coopération décentralisée

Le ministre burkinabè de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a annoncé la tenue des assises nationales de la coopération décentralisée du 5 au 7 octobre 2017 à Ouagadougou. Le thème général sera « coopération décentralisée et autonomisation des collectivités territoriales ». Les acteurs nationaux de la coopération décentralisée et leurs partenaires du Sud et du Nord sont invités à participer à cet événement. À l'heure où nous publions ces lignes, les informations relatives à la logistique ne sont pas encore disponibles et les informations relatives au contenu des Assises sont en construction. Les collectivités et comités de jumelage intéressés sont invités à se faire connaître auprès de RESACOOOP (mail@resacooop.org) ou de Cités Unies France (c.koukou@cites-unies-france.org). ■

FORMATIONS

Institut Bioforce

- Gestion financière d'un projet humanitaire du 26 juin au 30 juin et du 2 novembre au 1^{er} décembre en e-learning
- Manager son équipe dans l'humanitaire du 7 septembre au 6 octobre en e-learning
- Former son équipe dans l'humanitaire du 11 au 15 septembre
- Gestion de la logistique d'un projet humanitaire du 18 au 22 septembre
- Financement des projets humanitaires : les fondamentaux - du 18 au 22 septembre
- Concevoir et piloter un projet humanitaire du 12 octobre au 10 novembre en e-learning
- Enjeux et contexte des interventions humanitaires - octobre (dates à venir)
- Essentiels du management d'un projet humanitaire - octobre/novembre (dates à venir)

D'autres formations sur www.institutbioforce.fr
Contact : info@institutbioforce.fr - Vénissieux (69)

Anciela

- Mener une démarche participative, les lundi 26 et mardi 27 juin
- Susciter, accueillir et accompagner les engagements bénévoles, le lundi 3 juillet

Contact : Tél. 09 72 38 60 50 - Lyon (69)
www.anciela.info

Accointance

- Évaluer un projet financé - le 28 septembre

Contact : Tél. 06 83 41 54 10 - Villeurbanne (69)
www.accointance.fr

CIEDEL

Centre international d'études pour le développement local

- Fondamentaux du développement du 16 au 26 octobre
- Diagnostic des stratégies d'acteurs du 30 octobre au 16 novembre

D'autres formations sur www.ciedel.org
Contact : Tél. 04 72 77 87 50 - Lyon (69)

La Cité de la Solidarité Internationale

- Accéder aux co-financements français et suisses (en partenariat avec Coordination Sud) les 13 et 14 octobre

Contact : Tél. 04 50 87 09 87 - Annemasse (74)
www.cite-solidarite.fr

ESTBB

École Supérieure de Biologie-Biochimie-Biotechnologies

- Diplôme Universitaire Solidarités Internationales : Actions Santé Humanitaire 4 semaines de janvier à février 2018. Date limite d'inscription : 31 octobre 2017

Contact : 04 72 32 51 98 - Lyon (69)
www.estbb.fr

Forum réfugiés - Cosi

Accompagnement juridique des demandeurs d'asile :

- Module 3 : Entretien et demande d'asile les 5 et 6 octobre (Clermont-Ferrand)
- Module 4 : La procédure CNDA (Cour Nationale du Droit d'Asile) - les 7 et 8 septembre
- Module 5 : Recherche information pays d'origine - les 12 et 13 octobre

Contact : Tél. 04 78 03 74 45 - Villeurbanne (69)
www.forumrefugies.org

Groupe URD

- Évaluation de la qualité de l'action humanitaire du 16 au 20 octobre

Contact : Tél. 04 75 28 29 35 (Plaisians 26)
urd@urd.org

Humacoop

- Santé et humanitaire - du 2 au 6 octobre
- Mission exploratoire (Mission de diagnostic de situation) - du 26 au 30 juin

Contact : Tél. 04 76 51 11 06 - Grenoble (38)
www.humacoop.org

SCD

Service de coopération au développement

- Construire son projet d'engagement les 24 et 25 juillet et les 4 et 5 septembre
- Vivre autrement ici et ailleurs - du 26 au 30 juin, du 18 au 22 septembre (Limonest 69)
- Week-end de retour - du 6 au 9 octobre (Limonest 69)

Contact : Tél. 04 72 66 87 20 - Lyon (69)
florie.kebe@scd.asso.fr

Yelen

- La culture africaine - les 12 et 19 septembre
- La culture maghrébine le 26 septembre et le 3 octobre
- La culture de l'Europe de l'Est les 10 et 16 octobre

Ces sessions auront lieu à la Cité de la solidarité internationale d'Annemasse

Contact : Tél. 04 50 35 64 70 - Ballaison (74)
www.associationyelen.fr

Retrouvez les formations, réunions et ateliers organisés par RESACOOOP page 8 et d'autres informations sur :

www.resacooop.org

Se former

RÉGIONAL

Synergies francophones 2018

La Région Auvergne-Rhône-Alpes renouvelle pour l'année 2018 son appel à projets « Synergies francophones ». Celui-ci a pour objectif de soutenir les événements (rencontres, manifestations, festivals, colloques, ateliers de prospective, etc.), organisés sur le territoire de la région Auvergne-Rhône-Alpes par les collectivités territoriales, les organismes, les associations d'Auvergne-Rhône-Alpes, et ayant vocation à promouvoir la francophonie économique, culturelle et/ou institutionnelle. La campagne de l'appel à projets sera ouverte du 12 juin au 11 septembre 2017, pour des événements se déroulant en 2018. Les décisions d'attribution de subvention seront ensuite soumises au vote des Conseillers régionaux en Commission permanente d'octobre ou novembre, et les résultats seront communiqués avant fin 2017. ■

Pour tout renseignement : synergies.francophones@auvergnerhonealpes.fr

NATIONAL

CDC Développement solidaire

L'association CDC* Développement solidaire a pour objectif d'apporter un soutien financier à la réalisation de projets de solidarité internationale destinés à améliorer les conditions de vie des populations dans les pays les moins avancés. Elle agit en partenariat avec des associations françaises expérimentées dans les domaines de la santé, de l'éducation ou du développement économique local. Chaque année, CDC Développement solidaire propose un appel à projets aux ONG françaises ayant au moins trois ans d'activités et assurant un autofinancement de son projet à hauteur de 15 %. À noter que les habitants doivent être parties prenantes à la définition et à la réalisation des projets. Le montant maximum de la contribution de CDC Développement solidaire est fixé à 20 000 euros. La période de dépôt des dossiers s'achève chaque année au 15 novembre. ■

* Caisse des Dépôts et Consignations Développement

Plus d'informations sur le site de l'association :

www.cdcdeveloppementsolidaire.org

Dotations aux Micro Projets

Programme de l'ONG La Guilde depuis plus de 30 ans, l'Agence des Micro Projets (AMP) co-finance des microprojets de solidarité internationale visant à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables. Ce financement (entre 2 000 euros et 15 000 euros par projet) peut prendre en compte jusqu'à 75 % du budget total (hors valorisations et sur dépenses éligibles). Il est destiné aux associations françaises de plus de deux ans d'existence, disposant de moins de 250 000 euros de ressources annuelles. La session d'automne 2017 est actuellement ouverte jusqu'au 30 septembre à minuit. ■

Plus d'informations sur www.agencemicroprojets.org rubrique Financements

Énergies Renouvelables 2017

En 2015 et 2016, l'Agence des Micro Projets (AMP) s'est appuyée sur des entreprises privées du secteur des énergies renouvelables afin de récompenser des microprojets utilisant les énergies propres comme moyen de développement et d'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables. Cette année, l'AMP et le fonds de dotation Synergie Solaire s'associent pour soutenir les microprojets de développement avec un troisième appel à projets « énergies renouvelables ». Cette nouvelle session de dotation est ouverte jusqu'au 31 août à tous les projets portés par des associations françaises comportant un volet « énergies renouvelables » pour le développement des pays du Sud. Ce financement peut s'élever entre 2 000 euros et 15 000 euros par projet et peut couvrir jusqu'à 75 % du budget total (hors valorisations et sur dépenses éligibles). ■



Plus d'informations sur www.agencemicroprojets.org rubrique Financements

Agence française de développement (AFD)

Depuis 2015, l'AFD a mis en place un processus de présélection annuelle pour le financement des projets d'initiatives portés par des organisations de la société civile. Celui-ci se fait au travers d'un appel à manifestation d'intention de projets (AMI) destinés à être financés l'année suivante. L'AMI 2017 est actuellement ouvert pour les projets qui auront lieu en 2018. Le financement de l'AFD prend en compte 50 % du montant total du projet (60 % pour les conventions-programmes et 75 % pour les Programmes concertés pluri-acteurs). Depuis 2016, le montant total du projet doit être supérieur ou égal à 300 000 euros sur 3 ans. Par ailleurs, les projets dont le montant global se situe entre 200 000 et 300 000 euros peuvent être déclarés éligibles mais uniquement dans le cas de contextes géographiques et/ou sectoriels spécifiques et justifiés.

Date limite pour l'AMI 2017 : le 3 juillet à 18h, à l'adresse mail ongprog2018@afd.fr ■

Pour plus d'informations et pour télécharger les documents à compléter, rendez-vous sur www.afd.fr/home/AFD/nospartenaires/ONG/vous-etes-une-ong/solliciter-un-financement-initiatives-ong/appel-a-manifestation-dintention-de-projets-pour-2017

EUROPE

Global Education Network in Europe (GENE)

Vous avez mis en place une action d'éducation à la citoyenneté mondiale et vous souhaitez la valoriser ? Le GENE organise actuellement un Prix pour récompenser les projets d'éducation à la citoyenneté mondiale menés par des organisations basées en Europe. Les initiatives doivent apporter des changements positifs et permettre l'ouverture d'esprit du public ciblé sur les réalités du monde et sur les liens entre ici et là-bas. Créativité, participation, action directe, synergies et innovations seront les bienvenues ! Les cinq initiatives les plus innovantes recevront 10 000 euros. Entre 20 à 25 projets feront l'objet d'une publication. **Date limite de dépôt : le 31 juillet.** ■

Plus d'informations sur www.gene.eu/award

DevCo/EuropeAid

Différents appels à projet EuropeAid sont actuellement ouverts aux ONG françaises ou à leurs partenaires. ■

Consulter la liste des appels à propositions européens en cours sur www.coordinationsud.org/financement/europeaid-appels-propositions

Une nouvelle instruction pour la fiscalité des dons

Les avantages fiscaux liés aux dons effectués aux associations et fondations menant des actions à l'internationale évoluent. La direction de la législation fiscale du Ministère des finances a publié en mai 2017 une nouvelle instruction fiscale qui concerne plusieurs champs d'activités désormais éligibles aux avantages fiscaux pour les donateurs (entreprises et particuliers) aussi bien au niveau des actions d'urgence, des actions humanitaires à destination de populations en situation précaire et d'actions de développement pouvant être en lien avec les actions humanitaires. Les organisations qui ne travaillent pas directement pour des programmes humanitaires doivent montrer le lien qui peut être fait entre leurs projets de développement et la situation humanitaire des pays.

Cette instruction précise également les modalités que doivent respecter les associations et les fondations faisant appel à des partenaires pour la mise en œuvre des actions (établissement d'une convention précisant les objectifs, les modalités d'action et les moyens de contrôle). ■

Plus d'informations sur www.bofip.impots.gouv.fr

BLOC-NOTES

Un site web pour valoriser les initiatives d'accès à l'eau au Burkina Faso

Le réseau des acteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso (ACTEA) dispose depuis quelques mois d'un nouveau site Internet. Celui-ci vise à partager au mieux les informations relatives au secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso. Au sommaire : les dernières actualités (rencontres, publications etc.), les comptes rendus des ateliers techniques d'ACTEA et un ensemble d'informations mises à disposition pour un meilleur partage entre les acteurs (base de données, acteurs/actions sur l'ensemble du territoire, capitalisation etc.)

Plus d'information sur www.actea.org

Co-EAU-pérons !

L'association ADOS (Ardèche Drôme Ourosogui Sénégal) met gratuitement à disposition sa nouvelle exposition pédagogique « Co-eau-pérons » auprès des communes, établissements scolaires, médiathèques et associations locales intéressés. Son objectif ? Sensibiliser aux différentes façons d'utiliser et de gérer l'eau, ici et là-bas, et informer sur les actions menées par l'association autour de cette thématique.

Développée sur la base des expériences des collectivités de Drôme Ardèche dans le domaine de l'eau et de l'assainissement au Sénégal, l'exposition se compose de 8 panneaux. Le parcours s'appuie sur l'illustration d'un village de la région de Matam au Nord-est du Sénégal et permet d'aborder différentes thématiques comme l'accès à l'eau, l'agriculture et la santé.

Pour plus d'information, contactez directement l'ADOS sur courrier@ados-senegal.org ou au 04 75 55 99 90

Une nouvelle identité pour la Semaine de la solidarité internationale

Appelez-la désormais Festival des solidarités. L'évènement incontournable de chaque mois de novembre jusqu'à présent nommé Semaine de la solidarité internationale (SSI) s'offre un lifting pour ses 20 bougies. Au-delà du nouveau nom, de la nouvelle identité visuelle et du nouveau site Internet, cette évolution témoigne de la dimension conviviale et culturelle des manifestations mises en place, et permet d'insister sur la nécessaire continuité entre solidarité locale et internationale. La première édition du Festival aura lieu du 17 novembre au 3 décembre 2017.

Découvrez le nouveau site sur www.festivaldessolidarites.org



AVSF fête ses 40 ans !

Depuis 40 ans, AVSF, Agronomes et vétérinaires sans frontières, construit avec les paysans du monde l'avenir de l'agriculture et de l'élevage. Le 18 septembre, l'association, membre du groupement d'intérêt public RESACOOP depuis 2005, partagera cet anniversaire autour d'un cocktail avec ses partenaires et amis à la mairie du 7^{ème} arrondissement de Lyon.

Plus d'information sur l'association et ses projets sur www.avsf.org

Chambéry/Ouahigouya en images !

Vidéaste de l'agence de communication chambérienne « Vas-y-Paulette », Maureen Boissier s'est rendue à Ouahigouya du 25 février au 4 mars derniers. Objectif : réaliser un film de 20 minutes sur les impacts du programme de coopération décentralisée à Ouahigouya et à Chambéry (en ligne mi-juillet sur www.youtube.com/chamberyouahigouya). Un autre film « grand public » présentant cette coopération sera diffusé lors du festival Lafi Bala (lire page 6)

Droits de l'Homme

En 2018, la Déclaration universelle des droits de l'Homme célébrera ses 70 ans. L'ONU lance une campagne vidéo afin de sensibiliser l'opinion publique. Les citoyens sont invités à enregistrer une vidéo dans laquelle ils lisent un des 30 articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans l'une des 135 langues actuellement disponibles. Le but est de créer une plateforme pédagogique et interactive.

Plus d'informations sur www.un.org/fr/udhr-video/

Zoom sur les métiers de l'humanitaire

Quel type de métier me correspond le mieux ? Suis-je plutôt fait pour travailler sur le terrain ou au siège ? Pour vous aider à répondre à ces questions, la Cité de la Solidarité Internationale et l'Institut Bioforce proposent une soirée d'information destinée aux personnes souhaitant travailler dans le domaine de l'humanitaire. Rendez-vous le 28 septembre de 19h à 21h30 à Annemasse.

Participation gratuite
Plus d'informations sur www.cite-solidarite.fr

À suivre

Dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Région Auvergne Rhône-Alpes et la Région des Hauts Bassins (Burkina Faso) a été mis en place depuis près de 10 ans un dispositif original d'appui technique et financier aux collectivités territoriales de l'espace régional des Hauts Bassins : l'Agence Régionale de Développement des Hauts Bassins (ARD-HB). Ce dispositif a la particularité d'être entièrement piloté par les élus des communes et du Conseil régional, et de compter sur une petite équipe pluridisciplinaire au service des collectivités territoriales. Une capitalisation de cette expérience novatrice a été réalisée par le CIEDEL (Centre international d'études pour le développement local). Elle sera restituée le 19 juin dans les Hauts Bassins et sera ensuite disponible sur le site de RESACOOP.

Le festival Lafi Bala fête sa dixième édition ! Du 30 juin au 2 juillet à Chambéry

Depuis 1996, la Ville de Chambéry et l'association Chambéry Ouahigouya proposent, tous les deux ans, une « immersion » au Burkina Faso à travers l'organisation de ce festival interculturel. Cette année marquera la dixième édition et pour cette occasion les nouvelles générations d'artistes se mêleront aux plus anciennes au Parc Verney. Au programme : 10 concerts, 20 spectacles, 1 village artisanal, 20 causeries et conférences... Seront notamment présents les chanteurs Jacob Salem, Alif Naaba et Patrick Kabré. « Cette année, beaucoup d'événements culturels, beaucoup de rencontres seront au rendez-vous, pour tous les goûts, tous les âges et toutes les sensibilités », promet Irène Tassebédou, chorégraphe-réalisatrice et marraine de l'édition 2017. Plusieurs animations seront ainsi spécialement dédiées au jeune public avec des contes, une fanfare et un atelier de création de masque. ■

Événement gratuit. Programme complet sur www.lafibala.com



L'ARRICOD met le cap sur Grenoble Universités les 3 et 4 juillet

Échange de pratiques, mutualisation des expériences, réflexion autour de l'action internationale des collectivités territoriales... Après Montpellier, Strasbourg et Dunkerque les années précédentes, l'ARRICOD* organise en 2017 ses Universités à Grenoble les 3 et 4 juillet. Cette 16^{ème} édition sera axée autour du thème « L'ARRICOD prend de la hauteur, l'AEICT** en perspective ». La plénière d'ouverture permettra de découvrir comment l'AEICT peut avoir des « effets étonnants, bouleversants ou modestes », le tout à taille humaine ! Différents temps d'échange seront également proposés au cours de ces deux journées à l'instar des ateliers «Coopération économique» et « Réfugiés - quand les migrants deviennent passeurs... de leur culture ». ■

Informations et inscriptions sur www.arricod.fr

*Association des professionnels de l'action européenne et internationale des collectivités territoriales.

**Action Européenne et Internationale des Collectivités Territoriales.

Transformation sociale et citoyenneté

Rencontre Regards Croisés
les 1^{er} et 2 juillet dans la Drôme

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre Solidaire organise cet été un week-end à Saillans et à Allex sur le thème « Transformation sociale et citoyenneté ». Le lieu n'est pas choisi au hasard, Saillans étant la première commune autogérée de France. Au programme : conférence-débat, ateliers participatifs, expositions, projections et autres jeux pédagogiques. Deux partenaires indien et mexicain seront présents pour débattre et échanger. L'objectif de ces deux journées est de mettre l'accent

sur les modes de vie et les pensées alternatives, en étudiant six thématiques : la démocratie, l'accaparement des terres, l'éducation, le numérique libre, la paix et résolution des conflits et les indicateurs de richesse. De nombreux alliés partagent cet événement avec le CCFD-Terre Solidaire : ATD Quart Monde, Scouts et Guides de France, le CIEDEL*, le Mouvement pour une Alternative Non violente... ■

Plus d'information sur www.blog.ccfid-terresolidaire.org/rhone-alpes

*Centre international d'études pour le développement local.

Dialogues en Humanité 7, 8 et 9 juillet 2017 à Lyon

« Apprends-moi à danser sous l'orage ! Et nous vivons des jours heureux ». C'est autour de ce thème que se déroulera l'édition 2017 des Dialogues en humanité, cet été, au parc de la Tête d'Or de Lyon. Gratuit et ouvert à tous, cet événement propose différents temps d'échange ainsi que des animations artistiques et culturelles (croisement d'expériences positives et stimulantes d'ici et d'ailleurs, projections de films et documentaires, contes, lectures et théâtre...). Créé au début des années 2000 à Lyon, ce premier forum mondial sur la question humaine s'étend désormais aux quatre coins du monde. Face aux problématiques auxquelles est confrontée l'humanité (guerres, crises, terrorisme...), Dialogues en humanité se veut un espace d'échange bienveillant et festif pour partager des modes de vie alternatifs et optimistes. ■

Découvrez la programmation complète sur www.dialoguesenhumanite.org

23^{èmes} Pyramides de chaussures

Le 23 septembre à Lyon,
Rumilly, Clermont-Ferrand, Aurillac

Comme chaque année, l'ONG Handicap International invite le public à participer aux Pyramides de chaussures pour témoigner de leur soutien face aux drames que vivent les populations civiles victimes des mines, des bombes à sous-munitions et de l'utilisation d'armes explosives. Pour l'édition 2017, quatre villes sont concernées en Auvergne-Rhône-Alpes : Lyon, Rumilly, Clermont-Ferrand, Aurillac. Au-delà du geste symbolique que constitue la construction d'une grande pyramide de chaussures, cet événement est l'occasion de s'informer sur les actions de l'association et de signer une pétition contre le bombardement des civils. ■

Plus d'information sur www.handicap-international.fr

5^{èmes} Assises de la Coopération Décentralisée les 10 et 11 juillet à Bruxelles

La Commission européenne et le Comité européen des régions organisent les 5^{èmes} assises de la coopération décentralisée les 10 et 11 juillet au Comité européen des régions. Plus de 600 participants, les autorités locales et régionales de l'Union européenne, d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique et de l'Amérique latine se réuniront pour discuter de défis communs afin de créer des partenariats durables. Cette édition sera composée de deux sessions plénières, cinq tables rondes sur l'élaboration des politiques et six ateliers axés sur les projets. Le 10 juillet, les séances thématiques porteront sur le contexte politique et les tendances mondiales de la coopération décentralisée. Lors des autres tables rondes, les dirigeants élus discuteront des principaux problèmes politiques identifiés par les villes et les régions. Le 11 juillet, la session plénière permettra de faire une synthèse des tables rondes et sera suivie d'un débat. ■

Renseignements et inscriptions :

<https://ec.europa.eu/eusurvey/runner/5thAssises>

PUBLICATIONS

FILM DOCUMENTAIRE Citoyen Façon Faso : art 37



Ce documentaire de 52 minutes sur la mobilisation citoyenne au Burkina Faso a été réalisé par Soli'Tv et Res Publica. Portraits d'hommes et de femmes, le film donne la parole aux citoyens burkinabè pour témoigner des événements qui ont marqué le pays des « hommes intègres » ces dernières années. Des citoyens et citoyennes évoquent l'insurrection populaire d'octobre 2014, le coup d'État de septembre 2015 et les élections de novembre 2015. Ils partagent ainsi leur engagement et leur vision de la citoyenneté et de la démocratie.

Visionner le documentaire sur www.resacoop.org/reportages



ÉTUDE Afrique francophone saharienne : pour une nouvelle forme de coopération

Avec cette étude, le CESER (Conseil Économique Social et Environnemental Régional) Auvergne Rhône-Alpes se penche sur la question de la coopération décentralisée sous un angle nouveau : celui du co-développement économique et de la Responsabilité sociale des entreprises. Il montre ainsi, en brisant les préjugés, que l'humanitaire et l'économie peuvent faire alliance. Mars 2017, CESER Auvergne-Rhône-Alpes

Télécharger le rapport de l'étude et sa synthèse sur www.resacoop.org/ceser-afrique

WEB Une Seule Planète

Piloté par le CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement) le programme « Une Seule Planète » a pour objectif de sensibiliser les citoyens sur les questions de transitions sociales, économiques, écologiques et démocratiques. Une plateforme web éponyme a ainsi été créée pour mettre en avant les initiatives d'hommes et de femmes qui inventent de nouvelles façons de se nourrir, d'échanger ou d'habiter la planète. Le site uneseuleplanete.org explore les différentes étapes d'une alternative de développement (monnaies locales, habitat participatif, écotourisme, médias libres...). Des « parcours » thématiques sont abordés comme « Habiter la ville autrement », « Ensemble pour une agriculture paysanne au Nord et au Sud » ou encore « Quelle place pour les citoyens dans la gouvernance de l'eau ? ». ■

À découvrir sur www.uneseuleplanete.org

ARTICLE EN LIGNE Les paysans burkinabè veulent reconquérir leur autonomie semencière

Si Monsanto a décidé de quitter le Burkina Faso, les sociétés cotonnières maintiennent leur mainmise sur les semences de coton. Des milliers de producteurs de coton burkinabè entrent aujourd'hui en résistance pour reconquérir leur autonomie. Avril 2017, Observatoire des multinationales
Lire l'article sur www.ritimmo.org/Apres-le-depart-de-Monsanto-les-paysans-burkinabe-veulent-reconquerir-leur

RAPPORT Appui à la gouvernance concertée des services publics locaux

Les apports du projet de la recherche-action Agora

Ce document fait le bilan du projet de recherche-action Agora traitant du renforcement de la gouvernance de services publics dans des communes du Bénin, du Burkina Faso et du Mali. Mené par Cités Unies France, le Gret (professionnels du développement solidaire), le Laboratoire Citoyennetés et plusieurs partenaires locaux de 2011 à 2014, Agora a couplé des phases de recherche, d'animation et d'apprentissage à la concertation entre les opérateurs, élus, agents de services techniques et usagers. Il se caractérise par la participation effective d'une équipe de chercheurs au dispositif de concertation.

2015, 75 + 16 p. (Collection Débats & controverses ; n° 11).

<http://www.gret.org/wp-content/uploads/DC-n%C2%B011-Agora-complet.pdf>

PLAIDOYER Allier sécurité et développement au Sahel

Cet ouvrage réalisé à l'initiative de la FERDI, Fondation pour les études et recherches sur le développement international, est un plaidoyer en faveur d'une politique européenne et française de développement au Sahel, vigoureuse, cohérente avec les enjeux de sécurité et adaptée à la diversité des contextes.

Les dix dernières années ont vu la situation au Sahel se dégrader fortement, notamment quant à la sécurité. D'immenses territoires sont pris dans un cercle vicieux où insécurité et pauvreté s'entrelient mutuellement. Les pays sahéliers considérés ici sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, qui se sont regroupés au sein du cadre institutionnel baptisé « G5 Sahel » dont le but est d'apporter une réponse régionale aux défis sécuritaires. Septembre 2016, FERDI, 96 pages

Document à télécharger sur http://www.ferdi.fr/sites/www.ferdi.fr/files/evenements/presentations/allier_sécurité_et_developpement_-_volume_1.pdf



Rubrique réalisée en partenariat avec le Centre de ressources documentaires de l'Université catholique de Lyon, membre de RITIMO.

Événement

Réunion Eau/Burkina Faso 
le 6 juillet à RESACOOP

Save the date ! Le programme Solidarité Eau (pS-Eau) organise en partenariat avec RESACOOP et avec le soutien de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse une journée d'information sur la thématique de l'accès à l'eau au Burkina Faso le 6 juillet à Lyon. Ce sera l'occasion d'échanger avec différents acteurs burkinabè. Plusieurs sujets seront abordés, notamment le rôle des communes dans la stratégie nationale de gestion des ressources en eau, ou encore les modalités de gestion des réseaux d'adduction en eau potable simplifiée utilisés dans les petits centres urbains.

Plus de renseignements sur www.resacoop.org

Partenariat

Confiez un projet de communication à des étudiants de l'Université Lyon 2 !

Le partenariat entre RESACOOP et l'Institut de la Communication (ICOM) de l'Université Lyon 2 se poursuit. Suite à une première initiative en 2016, nous proposerons à nouveau, dès la rentrée 2017, à une trentaine d'associations de solidarité internationale de bénéficier de l'appui d'environ 120 étudiants en 3^{ème} année de licence Info-Com. Le principe ? Vous pourrez proposer aux communicants en herbe un projet de développement et/ou d'amélioration de vos propres outils de communication et de relations presse. Une invitation à participation sera envoyée au réseau courant juillet. La première session plénière de présentation entre les acteurs de la solidarité internationale et les étudiants aura lieu le 29 septembre à RESACOOP.

Plus d'informations :
Anna Castelnovo, acastelnovo@resacoop.org

Les membres du GIP

Le CADR cesse son activité

Membre du groupement d'intérêt public (GIP) RESACOOP depuis 2015, le Collectif des Associations de développement en Rhône-Alpes (CADR), a été contraint de cesser ses activités en avril suite à d'importantes difficultés financières. Créé en 1986, le CADR regroupait une cinquantaine d'associations de solidarité internationale. Il était notamment animateur du Réseau SILYON, en charge de l'organisation de la Semaine de la Solidarité Internationale à Lyon et dans le Rhône. Toute l'équipe de RESACOOP souhaite rendre hommage au CADR et au travail qu'il a accompli au cours de ces 30 années de vie associative. Si une page se tourne aujourd'hui, les valeurs portées par le Collectif continuent de vivre au travers des personnes qui l'ont animé.

Coopération décentralisée : quelle plus-value pour nos territoires ?



Le groupe d'étudiants du CIEDEL lors du travail d'enquête réalisé en avril dernier dans l'Allier.

Pourquoi les collectivités territoriales s'engagent-elles à l'international ? Quels sont leurs intérêts à initier des relations avec leurs homologues étrangers et à financer des actions hors de leurs territoires ? Depuis la fin des années 1990 et le développement de la coopération décentralisée - on parle aujourd'hui d'Action internationale des collectivités territoriales (AICT) -, les institutions françaises ont souvent dû se justifier de tels projets. Si le débat n'est pas nouveau, le contexte actuel est différent avec des restrictions budgétaires aux différents échelons de collectivité de l'Hexagone. Afin de faire émerger des éléments concrets pour démontrer l'intérêt « ici » d'agir « là-bas », même en temps de crise, RESACOOP coordonne depuis l'année dernière un groupe de travail nommé « Intérêt local de la coopération internationale ». Animé par le CIEDEL, Centre international d'études pour le développement local, ce groupe vise à construire un argumentaire en direction des élus des collectivités territoriales, des citoyens mais également des professionnels de différents secteurs (cadres hospitaliers, par exemple). Ainsi, des étudiants du CIEDEL, se sont rendus dans l'Allier en avril dernier pour partir à la rencontre d'une cinquantaine d'acteurs engagés dans la coopération internationale et collecter leurs témoignages sur ce que leur avait apportés cette expérience. Un premier travail d'enquête avait déjà été réalisé précédemment par des étudiants de l'Institut d'études politiques de Lyon auprès de plusieurs membres du groupement d'intérêt public RESACOOP. ■

Plus d'informations sur ce thème sur www.ciedel.org et www.resacoop.org

Changement climatique : des élèves rhônalpins débattent en Roumanie

Du 3 au 7 avril derniers, 45 élèves rhônalpins représentant le collège Jean Moulin de Lyon, le collège Ernest Perrier de La Bâthie d'Ugine, et le lycée François-Jean Armorin de Crest, se sont rendus en Roumanie à Craiova pour une rencontre internationale réalisée dans le cadre du projet européen ACTECIM (Acteurs du territoire pour la citoyenneté mondiale). Les élèves ont pu débattre avec leurs camarades roumains et piémontais autour de propositions d'actions concrètes en lien avec la lutte contre le changement climatique. Le projet ACTECIM, qui s'achèvera en septembre 2018, réunit dans notre région les rectorats de Lyon et de Grenoble, l'ESPE (École supérieure du professorat et de l'éducation) de Lyon, le Département du Rhône et RESACOOP. Il vise la création de modules de formation initiale et continue sur l'éducation au développement durable et à la solidarité internationale pour les enseignants en poste et en formation, ainsi que pour les acteurs de la coopération et de la solidarité internationale intervenant en milieu scolaire. ■

Plus d'informations : Julien Puissant, jpuissant@resacoop.org

Découvrez des articles complémentaires sur le Burkina Faso 

sur www.resacoop.org

► rubrique La Lettre de RESACOOP

RESACOOP

10 place des archives - 69288 Lyon cedex 02 - Tél. 04 72 77 87 67 - mail@resacoop.org - www.resacoop.org
Comité de rédaction : Anna Castelnovo - Romain Desgrand - Amélie Diagne Réminiac - Rose-Marie Di Donato
Julien Puissant - Isabelle Taine - Laura Gaillot - Marie-Christine Bivert. Crédits photo : Tétraktys, William Tortolo, CIEDEL
Création & mise en page : Capcross - Impression : 106 Imprimerie - Imprimé en 3000 exemplaires - ISSN 1969-2579